



Titre du Projet: Accompagnement Postélectoral en Guinée	Recipient UN Organization: UNDP Guinea
Project Contact: Adama.dian.barry@undp.org +224 64 28 14 46 Programme Officer, UNDP Guinea Adama.coulibaly@undp.org Country Director, UNDP Guinea Address: BP 222, PNUD Conakry, Guinée	Implementing Partner(s): <ul style="list-style-type: none"> • IFES/CES • URTELGUI • ProJEG/Ministère de la Jeunesse • Search For Common Ground/Direction de la Radio Rurale • CRS/leaders religieux et sages • WAFRICA/RTG
Project Number: To be completed by UNDP MDTF Office	Project Location: Conakry, régions et préfectures du pays
Description du projet: Ce projet vise à permettre la réalisation d'activités fondamentales pour la création d'un environnement apaisé permettant aux guinéens de voter sans violence. Ces activités ont été présentées par le Conseil Economique et Social (CES), les sages et la société civile à travers le collectif pour la paix. Ces actions sont prioritaires et indispensables au maintien du calme et de la sérénité avant les élections, dans l'entre deux tours et en perspectives des législatives. Elles viennent en complément des initiatives déjà menées dans le cadre du projet de dialogue inclusif et durable (ProDID-G). A cet égard le projet vise à mener des actions de sensibilisation contre la violence pré et post électorale, et de dialogue durant la période cruciale de la veille des élections présidentielles et jusqu'au scrutin législatif qui est prévu avant décembre 2010.	Total Project Cost: 499.265 \$ Peacebuilding Fund: 449.265 \$ Government Input: ressources humaines Other: <ul style="list-style-type: none"> - 50.000 \$ (Banque Mondiale) - Expertise (AFD) Total: 499.265 \$
	Project Start Date and Duration: Septembre-décembre 2010
Domaines prioritaires du PBF et Résultats: Domaine prioritaire 1 du Fonds de consolidation de la paix. Correspond au PBF Outcome 3 de ce domaine prioritaire (Fund facilitation of political dialogue).	
Outputs et activités clés: Ce projet compte réaliser trois produits : i) La population guinéenne est informée et sensibilisée sur l'acceptation des résultats des urnes (deux tours des élections présidentielles et législatives) ; ii) Le rôle des instances traditionnelles de médiation est vulgarisée et renforcé en vue d'une prévention des conflits post électoraux et/ou communautaires ; iii) Les questions relatives à la promotion de la femme sont intégrées dans les programmes des campagnes législatives. Chacun de ces produits comporte un certain nombre d'activités clés.	

- 1) L'élaboration et la diffusion de programmes radio-télévisés d'éducation des militants et des populations : ces activités consisteront en des spots éducatifs diffusés à la radio nationale, dans les 21 radios rurales et les 17 radios de proximité de Conakry ; des tables rondes et micro-programmes dans les radios communautaires de 21 préfectures du pays ; des journées de sensibilisation des jeunes commerçants dans les principaux marchés du pays ; des tables rondes radio-télévisées sur les questions de prise en compte du genre dans les débats de société et la prévention des conflits.
- 2) L'organisation d'une caravane de sensibilisation et de prévention de la violence postélectorale : cette activité se déroulera dans les quartiers de Conakry et dans 11 villes de la Guinée qui sont récemment illustrées par des conflits sociaux ou intercommunautaires.
- 3) L'organisation d'une rencontre nationale sur le rôle des sages et des religieux dans la prévention des conflits : Cette activité sera complétée par la vulgarisation des percepts religieux ou/et traditionnels qui prônent la tolérance, la coexistence pacifique et les notions d'unité dans la diversité ;

Les stratégies de mise en œuvre de ces activités ont déjà été entièrement formulées et seront directement exécutées par des ONG, en collaboration avec les structures nationales dont la radio-télévision nationale, la direction nationale de la Radio Rurale, le Conseil Economique et Social et le Ministère de la Jeunesse et des Sports.

Dans cette phase critique où tous les financements sont déjà programmés sur des activités de développement, les ressources du PBF permettront de prendre en charge des activités essentielles pour la consolidation de la paix et des acquis obtenus par le projet de dialogue notamment dans le cadre de son volet appui aux médias et aux acteurs politiques.

PEACEBUILDING FUND

Recipient UN Organization(s)	Government Counterpart
<p><i>Nom: Adama Coulibaly</i> <i>Titre: Directeur Pays du PNUD</i></p> <p><i>Signature:</i>  <i>Date: 23/08/2011</i></p> 	<p><i>Nom: Nawa Damey</i> <i>Titre: Ministre de l'Administration du Territoire et des Affaires Politiques</i></p> <p><i>Signature:</i>  <i>Date: 26/8/2011</i></p> 

Peacebuilding Support Office (PBSO)	Representative of National Authorities
<p><i>Name of Representative: [Handwritten]</i> <i>Signature: [Handwritten]</i> Peacebuilding Support Office, NY <i>Date & Seal: 14 March 2011</i></p>	<p>Replace with: <i>Name of Government Counterpart: [Blank]</i> <i>Signature: [Blank]</i> <i>Title: [Blank]</i> <i>Date & Seal: [Blank]</i></p>

Composante 1: Analyse de la situation

Depuis le 23 Décembre 2008, la Guinée s'est engagée dans un processus de transition politique dirigée par le Conseil National de la Démocratie et du Développement (CNDD) dans un contexte qui était marqué à la fois par la dégradation de la situation socioéconomique, un dialogue politique très faible voire inexistant, une quasi absence de l'Etat face aux grandes préoccupations de la nation, à l'avancée de la corruption et aux détournements des deniers publics, un système judiciaire peu fonctionnel et performant et l'émergence de la grande criminalité et le trafic de drogues.

Face à cette situation, le CNDD a totalement pris en main la conduite de la Nation au lendemain de la disparition d'Abdoulaye Diallo. Au bout de 8 mois de gouvernance, sous le leadership du Capitaine Moussa Dadis Camara, les différentes forces politiques et sociales du pays ont manifesté leur désaccord face à une candidature de Dadis aux Elections présidentielles. C'est ainsi que le 28 septembre 2009, une manifestation pacifique est réprimée dans le sang au stade du 28 septembre de Conakry. A cette occasion plusieurs centaines de manifestants sont tués, d'autres violées et humiliées ou/et torturés et emprisonnés.

L'opinion publique nationale et internationale exprime sa ferme désapprobation de ces événements, et face à la demande de la Guinée, une Commission Internationale d'Enquête est mise en place et séjourne en Guinée de novembre à décembre 2009 pour faire la lumière sur les massacres du stade du 28 septembre. Durant ce temps la crise politique est à son paroxysme, la quasi-totalité des leaders politiques doivent rester hors du pays pour des raisons de sécurité, le banditisme et la violence armée se répandent à Conakry et dans les différentes préfectures du pays, et les mouvements de soutien à Dadis manifestent au quotidien alors que les opposants sont interdits d'accès aux médias d'Etat.

Le 03 décembre 2009, un attentat est commis sur la personne du Président qui est évacué au Maroc d'où il continuera vers le Burkina Fasso pour la suite de sa convalescence. Le Général Sékouba Konaté, 1^{er} vice Président du CNDD assure l'inébranlable et s'engage dans une négociation avec Dadis et les leaders politique et sociaux en vue de faire sortir la Guinée de la crise et du régime d'exception. Dans son discours du 15 janvier 2010, il confirme que l'organisation des élections et la réforme de l'armée sont ses priorités. Il entérine le chronogramme de la CENI pour l'organisation des élections présidentielles le 27 juin 2010, annonce qu'il ne sera pas candidat ni ne soutiendra un candidat et nomme un Premier Ministre civil désigné par les forces politiques et sociales.

Depuis lors et à la faveur de la déclaration de Ouagadougou (février 2010), toutes les actions politiques et logistiques en faveur du respect de la date des élections sont posées : un Conseil National de la Transition est mis en place avec des membres issues de toutes les composantes de la Nation et un présidium émanant du syndicat et du monde religieux ; la cour suprême est rétablie, la Constitution et le Code électoral ont été élaborés et promulgués; les candidats aux présidentielles (24 partis politiques) ont été retenus et la campagne électorale se déroule conformément à la Loi ; les moyens financiers attendus de l'Etat pour l'organisation des élections ont été mis en place; le secteur de la sécurité et de la défense a fait l'objet d'une analyse profonde et des débuts de solutions ont été présentées aux troupes ; la sécurité est rétablie à l'intérieur du pays et la force spéciale de sécurisation des élections notamment a été mise en place.

Face à toutes ces avancées, la Communauté Internationale a exprimé tout son engagement à accompagner la Guinée dans l'organisation de ce qui apparaît aux yeux des observateurs comme « les premières élections libres de son histoire ». Ainsi, à la faveur des rencontres régulières du Groupe International de Contact sur la Guinée, les partenaires bi et multilatéraux ont concrétisés leur promesse de soutien financier, permettant de boucler le budget nécessaire à la CENI. En outre, la CEDEAO et les NU ont soutenu l'étude diagnostic pour la réforme du secteur de la sécurité et de la défense.

ADP

Composante 2: Partie narrative: justification du Projet

Ce projet s'inscrit dans la dynamique d'accompagnement de la Guinée en vue de l'organisation d'élections apaisées et aux résultats acceptés par la population. En effet, l'acceptation du verdict des urnes par les militants des 24 partis politiques en lisse est un des enjeux majeurs aussi bien dans cette période de l'entre-deux-tours, qu'à la suite du second tour prévu le 19 septembre 2010.

Bien que des actions d'encadrement des populations aient été prises à la veille du premier tour, notamment par les appels à la modération des militants, les engagements pris par les partis politiques et les médias à travers des codes de bonne conduite pour une préservation de la quiétude sociale, il est observé depuis la proclamation de ces résultats, certains dérapages de langage et une forte passion des militants par endroits/moments. En effet de nombreuses activités visant la sensibilisation à l'acceptation des résultats du premier tour ont été menées avec l'appui des projets du PBF, notamment le projet de dialogue inclusif et durable. C'est ainsi qu'à quelques semaines de la date du 27 juin, une vaste campagne médiatique a été relayée à travers les radios publiques et privées, des ateliers de sensibilisation des jeunes, des femmes et des leaders religieux ont été organisés avec un impact évident sur la mobilisation massive et pacifique pour le vote du premier tour. En outre, de nombreux acteurs de la société civile ont accompagné les acteurs républicains dans les actions de sensibilisation pour un vote apaisé. A cet égard, la Banque Mondiale notamment a soutenu une initiative d'un collectif pour la paix qui a produit un clip d'appel à aller pacifiquement aux urnes avec tous les leaders politique et les acteurs de la transition (Premier Ministre et Présidente du CNT).

Dans le même sens, les médias, fidèles à leur engagement dans le cadre du « code de bonne conduite des médias en période de transition » (élaboré avec l'appui du PBF) ont apporté et apportent une forte contribution volontaire à la vulgarisation des messages de paix, en complémentarité des initiatives du PBF.

Au niveau des engagements des institutions républicaines, plusieurs initiatives sont également en cours en vue d'occuper la jeunesse et la sensibiliser à la non violence pendant et après les élections. Ainsi, avec l'appui du PBF, le Ministère de la Jeunesse et des Sports a entrepris une tournée de sensibilisation dans 12 maisons de jeunesse à travers les 8 capitales régionales du pays. Cette tournée vise la formation des jeunes au civisme et à la prévention des conflits, et aboutira à la désignation d'ambassadeurs régionaux de la paix qui devront servir de relais des messages de paix dans leur localité.

Le Conseil Economique et Sociale en collaboration avec les sages et les structures locales de la société civile entend également organiser une tournée de proximité dans 11 villes réputées « chaudes » de la Guinée en vue de sensibiliser les populations sur les méfaits de la violence électorale. En outre d'autres départements comme le MATAP, le Ministère de la Culture et de l'information sont à pied d'œuvre dans une campagne de proximité en faveur de la paix qui est relayée par les médias dans leur ensemble.

Depuis la proclamation des résultats définitifs par la Cour Suprême, et la formation des alliances politiques autour des deux candidats au second tour, des tensions verbales sont perceptibles entre les différentes composantes ethniques notamment. Face à ces signes préoccupants toutes les attentions doivent être portées sur la prévention des débordements pendant et après les scrutins, et cela dans la perspective du cycle électoral. En effet, les élections législatives et locales sont attendues avant la fin d'année 2010.

A cet égard le présent projet vise à combler le gap de financement d'activités critiques à mener durant les phases cruciales des élections en Guinée, en vue de consolider les acquis de toutes les

actions de longue haleine déployées depuis janvier 2010 aussi bien par le Gouvernement, et la société civile guinéenne, que la communauté internationale.

Description du projet :

Ce projet a pour objectif général la consolidation de la paix et la facilitation du rétablissement des institutions démocratiques en Guinée.

A cet égard le projet vise à renforcer les actions de sensibilisation et de dialogue durant la période cruciale de la veille des élections, entre les deux tours des présidentielles jusqu'au scrutin législatif qui est prévu avant décembre 2010. Ces actions porteront sur le vote apaisé, et l'acceptation du résultat des urnes en vue d'éviter toute violence postélectorale.

La mise en œuvre de ce projet permettra la consolidation des acquis créés par les différents projets PBF en cours dans le pays, notamment le projet de dialogue inclusif et durable (ProDID-G).

Trois produits majeurs sont attendus au bout de la réalisation des activités du projet :

- La population guinéenne est informée et sensibilisée sur l'acceptation des résultats des urnes (deux tours des élections présidentielles et législatives)
- Le rôle des instances traditionnelles de médiation est vulgarisé et renforcé en vue d'une prévention des conflits post électoraux et/ou communautaires ;
- Les questions relatives à la promotion de la femme sont intégrées dans les programmes des campagnes législatives.

A cet égard les activités du projet sont des initiatives critiques pour la consolidation des acquis des activités de consolidation de la paix qui ont été menées durant toute la période de transition en Guinée avec l'appui du PBF. La stratégie du projet repose sur l'appui à des actions déjà identifiées par des acteurs influents au niveau national, et qui ont dans certains cas déjà un appui partiel de certains partenaires dont la Banque Mondiale et la France.

Les produits, activités et résultats attendus sont détaillés comme suit.

I. Produit 1. La population est informée et sensibilisée sur l'acceptation des résultats des urnes (Premier et second tour des élections présidentielles)

1. Activité 1.1 : Elaboration et diffusion de spots éducatifs à la radio nationale, dans les 21 radios rurales et les 17 radios de proximité de Conakry:

La population guinéenne est majoritairement analphabète, dès lors la radio demeure le moyen privilégié de communication et d'éducation. Tous les citoyens de Conakry et des préfectures ont leur canal radio d'écoute et grâce aux activités d'appui aux médias financées par le projet de dialogue inclusif et durable, des centaines de spots ont été diffusés entre janvier et juin 2010. L'impact de ces messages est réel dès lors que les citoyens se voient mis en scène dans les scripts des messages. A Conakry il y a une vingtaine de radios communautaires qui sont pour la plupart regroupé dans un collectif dénommé Union des Radios Télévision de Guinée (URTELGUI) qui travaille en partenariat avec les acteurs de mise en œuvre du PBF et qui ont bénéficié de plusieurs formations financées dans le cadre du projet de dialogue inclusif et durable.

Pour l'intérieur du pays, plus de 21 stations de radios rurales émettent dans les langues nationales et sont fortement écoutées par les populations. Ces structures ont beaucoup œuvré dans la vulgarisation des messages d'apaisement et en vue de la sensibilisation pour les élections.

Plusieurs acteurs de la société civile guinéenne et la CENI travaillent en partenariat avec ces radios.

Actions à mener :

- Développement d'une dynamique collective de la société civile pour la paix
- Organisation d'un atelier de conception de message
- Enregistrement et diffusion des messages dans au moins 16 radios de proximité de Conakry, les 21 radios rurales, la Radio Télévision Nationale
- Vulgarisation dans les langues nationales d'un téléfilm intitulé « la Guinée est une et indivisible ».

Partenariat de mise en œuvre :

L'ensemble de ces actions seront menées par le Programme de Renforcement des capacités des Organisations de la Société Civile et de la Jeunesse Guinéenne (PROJEG) en appui au collectif des ONG pour la paix, et en collaboration avec l'Union des Radiotélévisions Libres de Guinée (URTELGUI) et la Direction Nationale de la Radio Rurale. Le PROJEG est un projet financé par la Coopération Française.

Résultats:

1. Les populations de Conakry et des Communautés Rurales de Développement sont sensibilisés sur la préservation de l'Unité nationale et l'acceptation des résultats des scrutins
 2. Une dynamique collective de la société civile pour la paix existe et s'engage à véhiculer des messages de coexistence pacifique et de gestion apaisée des résultats des scrutins
2. **Activité 1.2 : Organisation d'une caravane de sensibilisation et de prévention de la violence postélectorale dans les quartiers de Conakry et dans 11 villes de la Guinée**

En cette veille de scrutins, certains observateurs signale quelques signes déstabilisateurs dans certaines localités à l'intérieur du pays et dans des quartiers de Conakry qui méritent d'être adressées à travers l'ouverture et le dialogue avec les composantes sensibles de la société guinéenne afin qu'elles se sentent concernées et partie prenantes la réflexion et aux décisions concernant le destin de la Nation.

A cet égard le Conseil Economique et Social (CES) en collaboration avec la coordination des sages, les acteurs politiques et les organisations de la société civile guinéenne s'engagent à une tournée marathon dans différentes localités en vue de sensibiliser les leaders communautaires/populaires sur les enjeux d'un vote apaisé.

Activités à mener :

1. Organisation d'une série de 03 Tables ronde radio-TV à Koloma (en français) « Un comportement républicain et citoyen pendant la période de transition »
2. Organisation de tables rondes radio-TV en langues nationales (Kibaro)
3. Organisation d'une Table ronde dans chacune des 21 stations de radios rurales et communautaires
4. Organisation d'une caravane de sensibilisation dans des zones dites à haut risques (Fria, Conakry, Boké, Mamou, Labé, Siguiri, Kankan, Kouroussa, Kissidougou, Nzérékoré, Macenta)

Résultats :

- Au moins 10 concertations réalisées au niveau de 10 préfectures et à Conakry;
- Les populations guinéennes sont sensibilisées sur les enjeux d'un vote apaisé ;
- Les leaders communautaires et populistes s'engagent à une conduite responsable pendant et après les scrutins.

Partenariat de mise en œuvre :

Cette activité sera exécutée par le Conseil Economique et Social appuyé par IFES et en partenariat avec le MATAP, le Ministère de la Communication et les Société civile dont les sages.

3. Activité1.3 : L'animation d'une rubrique spéciale dans les 21 radios rurales pour l'éducation des militants des partis politiques

La population guinéenne est analphabète à 80% et vit majoritairement dans les agglomérations préfectorales. Les citoyens des préfectures ont massivement participé à l'enregistrement électoral en vue de pouvoir voter pour le leader politique de leur choix à l'occasion des élections présidentielles. Cependant les nombreux programmes de débats et de sensibilisation qui sont organisées pour le public citoyen de Conakry a du mal à être suivi par les préfectures en raison du périmètre de diffusion des radios privées d'une part, et faute d'électricité pour suivre la télévision nationale. A cet égard, les radios rurales sont le canal privilégié d'information et de communication dans bon nombre de préfectures, dont certaines sont géographiquement très enclavées et ne bénéficiant de ce fait pas de visites régulières des autorités nationales.

Le développement de cette activité permettra de vulgariser le code de bonne conduite des partis politiques, ainsi que les messages d'appel à un vote civique et pacifique. Les radios rurales auront ainsi la possibilité de faire intervenir sur leurs ondes les leaders de leurs localités qui sont très écoutées et appréciés par les populations.

Actions à mener :

- Organisation et diffusion multiples d'au moins 3 micro-programmes et 3 tables-rondes par les 21 radios rurales portant sur les thèmes du code de bonne conduite des partis politiques, et de l'acceptation des résultats des urnes

Résultats

- Les populations de 21 préfectures de la Guinée sont sensibilisées sur les méfaits de la violence électorale
- Les populations de la guinée votent paisiblement et acceptent les résultats des urnes.

Partenariat de mise en œuvre :

Cette activité sera portée par la Direction Nationale de la Radio Rurale en partenariat avec l'ONG Search for Common Ground, en collaboration avec NDI et le Directoire de Suivi du Code de bonne conduite des partis politiques.

4. Activité1.4: L'animation de séances de sensibilisation à l'attention des jeunes du secteur informel

L'activité socioéconomique de la Guinée repose dans une large mesure sur le commerce qui est développé de manière très peu formalisée. Le commerce constitue la principale activité des jeunes adultes de toutes les catégories sociales dont nombre d'entre eux sont des universitaires ou diplômés n'ayant pas trouvé un emploi dans l'administration. Ces jeunes représentent un pouvoir économique non négligeable, et ont fortement participé au financement des campagnes des partis politiques. Pour bon nombre de ces jeunes commerçants, l'accès de leur leader politique au pouvoir est une source d'espoirs immenses d'où une forte passion perceptible dans les propos. A la veille des élections, il est utile de pouvoir orienter des actions de sensibilisation à l'attention de ce public spécifique. Le PNUD a été saisi à cet effet par un collectif d'hommes d'affaires engagé dans la promotion des droits de l'homme, le Groupe de Défense des Droits de l'Homme des Hommes d'Affaires (GOHA).

Actions à mener :

- Organisation de séances de sensibilisation spécifiquement pour les jeunes du secteur informel dans les grands marchés de la capitale et dans certaines préfectures

Résultats

- Le public « jeunes commerçants » est sensibilisé sur le vote apaisé et l'acceptation des résultats des scrutins
- Les scrutins présidentiels, législatifs et locaux se déroulent dans un cadre serein et apaisé

Partenariat de mise en œuvre :

Cette activité sera portée par le GOHA, en collaboration avec le MATAP et les Ministère de l'Economie.

II. Produit 2. Les instances traditionnelles de médiation sont vulgarisées et renforcées en vue d'une prévention des conflits post électoraux et/ou communautaires

Activité 2.1. L'organisation d'une rencontre nationale sur le rôle des sages et des religieux dans la prévention des conflits

Actions à mener :

1. Contact avec les coordinations régionales des sages et finalisation d'une stratégie concertée
2. Plaidoyer pour la mobilisation des sages et des religieux au niveau local
3. Organisation d'une rencontre nationale sur le rôle des sages et des religieux dans la prévention des conflits
4. Vulgarisation de messages de paix par les religieux dans les lycées, universités et lieux de culte

Résultats :

- Le rôle de médiation traditionnellement reconnu aux sages et leaders religieux est revisité et réaffirmé
- Les jeunes sont sensibilisés sur les valeurs traditionnelles

Partenariat de mise en œuvre :

Cette activité sera portée par les groupes de sage des coordinations régionales, et les religieux en partenariat avec l'ONG Catholique Relief Service (CRS).

III. Produit 3 : Les questions relatives à la promotion de la femme sont intégrées dans les programmes des campagnes législatives.

Activité 3.1 : Animation d'une série de tables-rondes radioTV sur la prise en compte des questions de genre dans les programmes de société

Actions à mener :

- Identification des thèmes à couvrir et développement des argumentaires des émissions
- Sélection des animateurs et des participants sur base d'une grille de critères
- Organisation de 4 tables rondes radio-TV portant sur la prise en compte du genre dans les débats de société (programme des candidats politiques, rôle des femmes dans la prévention et la gestion des conflits, les opportunités ouvertes aux femmes).

Résultats :

- Les populations de Conakry et de l'intérieur du pays sont informées et sensibilisées sur la prise en compte du genre dans les cadres nationaux
- Les populations sont sensibilisées sur le rôle de médiation sociale des femmes

Activités 3.2 : Appui conseil divers sur la mise en œuvre d'activités de lutte contre les Violences Basées sur le Genre (VBG)

Actions à mener :

- Recrutement d'une expertise internationale pour une consultation de trois mois en vue d'appuyer le bureau du PNUD et l'équipe du PBF au développement des initiatives de lutte contre les VBG
- Appui à la finalisation de la politique nationale de lutte contre les VBG
- Accompagnement de projets VBG sur le terrain

Résultats :

- une politique nationale de lutte contre les VBG est disponible en Guinée
- différentes initiatives de lutte contre les VBG bénéficient de l'encadrement d'une expertise technique

Composante 3 : Cadre logique

2017

Vision: Les institutions démocratiques sont restaurées dans un climat apaisé

Résultat stratégique (1) D'ici la fin d'année 2010, l'environnement sociopolitique est apaisé et les résultats des scrutins présidentiels et législatifs sont acceptés

Produits attendus	Activités	Indicateurs	Données de base	Moyens de vérification	Apports/Inputs	Calendrier													
						J	J	A	S	O	N	D	J	J	A	S	O	N	D
<p align="center">1. La population est informée et sensibilisée sur l'acceptation des résultats des urnes (Premier et second tour des élections présidentielles)</p>	- Elaboration et diffusion de spots éducatifs à la radio TV nationale, dans les 21 radios rurales et les 17 radios de proximité de Conakry	- Nbre de spots diffusés	- climat de campagne relativement apaisé grâce aux premières interventions du PBF/dialogue	- Rappports - Supports sonores	- Financement des ateliers de conception des messages -Appui à la large diffusion dans les médias - personnel de suivi					X	X								
	- L'animation d'une rubrique spéciale dans les 21 radios rurales pour l'éducation des militants des partis politiques	- Nbre de programmes diffusés - nombre de zones rurales touchées			- Supports sonores - rapports	- financement pour les productions et contribution à la diffusion - personnel de suivi	X	X	X	X	X	X							

2003

	<p>- Une caravane de sensibilisation et de prévention de la violence postélectorale est déployée dans les quartiers de Conakry et 11 villes de la Guinée</p>	<p>- Nbre de missions organisées - Nombre de personnes touchées par les sensibilisations de proximité</p>	<p>- de nombreux acteurs politiques ont sillonné le pays et lancé des appels à un vote dans la tranquillité, mais faute de moyens, l'emphase n'a pas été mis sur toutes les « zones à risques » - il existe un code de conduite des partis politiques dont la vulgarisation est indispensable</p>	<p>- rapports images vidéo de la caravane</p>	<p>- Financement de la logistique - suivi</p>	<p>X X X X X X X X X X</p>
	<p>- L'animation de séances de sensibilisation à l'attention des jeunes du secteur informel</p>	<p>-Nbre de personnes touchées -Nombre de milieux informels touchés</p>	<p>- les « jeunes commerçants » sont un public très militants et pour la plus part sans connaissance des règles de conduite de base des militants politiques</p>		<p>-</p>	<p>X X X X X X X X X X</p>

<p>2. Les instances traditionnelles de médiation sont vulgarisées en vue d'une prévention des conflits post électoraux et/ou communautaires</p>	<p>- Organisation d'une rencontre nationale sur le rôle des sages et des religieux dans la prévention des conflits</p>	<p>- Nbre de participants - Recommandations d'actions pour le suivi</p>	<p>- Les sages sont des personnes charismatiques influentes dans la culture traditionnelle. - Certaines régions connaissent l'émergence d'une réticence vis-à-vis de la parole des « anciens »</p>	<p>- Rapport</p>	<p>- Financement (comité d'organisation, logistique, couverture médiatique, prise en charge des participants) - Coordination</p>	<p>X</p>
	<p>- Vulgarisation sous forme de supports audio des concepts de coexistence pacifique promus par les textes religieux</p>	<p>- Nombre de supports conçus et diffusés gratuitement</p>		<p>-</p>		<p>X X X</p>
<p>3. Les questions relatives à la promotion de la femme sont intégrées dans les programmes des campagnes législatives</p>	<p>- Animation d'une série de tables-rondes radio-TV sur la prise en compte des questions de genre dans les programmes de société</p>	<p>- Nombre de tables rondes organisées - Nombre et qualité des participants</p>	<p>- Les questions relatives à l'implication du genre dans la gestion publique et la prévention des conflits relève d'un cercle restreint de discussion</p>	<p>- Rapports d'activités - Supports vidéo des activités</p>	<p>- Logistique - Suivi par une expertise en genre</p>	<p>X X X X</p>

	<p>-Recrutement d'une expertise internationale sur les VBG</p> <p>-Appui à la finalisation de la politique nationale de lutte contre les VBG</p> <p>- Accompagnement de projets VBG sur le terrain</p>	<p>- une politique nationale de lutte contre les VBG est disponible en Guinée</p> <p>- différentes initiatives de lutte contre les VBG bénéficient de l'encadrement d'une expertise technique</p>	<p>- Inexistence d'une politique nationale de lutte contre les VBG</p> <p>- Manque d'expertise sur la manière d'appréhender les VBG et la prise en charge des victimes</p>	<p>- Document de politique Rappports d'activités</p>	<p>- Expertise</p>		
--	--	---	--	--	--------------------	--	--

Composante 4: Budget

Budget global:

PBF PROJECT BUDGET	
CATEGORIES	AMOUNT
1. Personnel (staff, consultants and travel)	84.000
2. Contracts	335.874
Sub-Total Project Costs	419.874
Indirect Support Costs**	29.391
TOTAL	449.265

Budget Détaillé:

Category	Item	Unit	Time Frame	Unit cost (\$)	Total Cost (\$)
Item 1. Information, sensibilisation contre la violence électorale					
Elaboration et diffusion de spot	Coût de production des spots radio/TV	40	4 mois	125	5.000
	Coût de diffusion des spots radio	12.240	4 mois	8	97.920
	Coût de diffusion des spots TV	80	4 mois	78	6.240
	Atelier d'élaboration des messages et de synergies entre les acteurs de la société civile	2	1 mois	2.000	4.000
	Expertise d'une ONG spécialisée				5.658
Animation d'une rubrique dans les radios rurales	Coût de production	84	forfait	15	1.241
	Coût de diffusion	2.100	4 mois	1	2.100
Caravane de sensibilisation contre la violence pré et post électorale	Elaboration des outils pédagogiques	15.000	-	0,69	10.407
	Logistique pour la caravane (location véhicule, location salles, sonorisation)	11	1mois	5.250	57.750
	Frais de couverture médiatique et tables rondes radio-TV de vulgarisation de la caravane	21	1 mois	1.578	33.147
	Personnel d'appui et honoraires des 8 personnes ressources	-	-	-	30.230
	Expertise d'une ONG spécialisée				6.577
Sensibilisation des jeunes du secteur informel	Outils pédagogiques	1400	1 mois	5	7.000
	Loistique (transport, location salle)	14	1 mois	571	8.000
	Campagne de couverture médiatique	14	1 mois	357	5.000
Subtotal					275.873
Item 2. Atelier de vulgarisation des instances traditionnelles de médiation					
Organizing Committee	Honoraires des personnes ressources	6			5.000
	Outils pédagogiques	600	1 mois	17	10.000
	Primes de transport des participants	400	1 mois	38	15.000

	Logistique	-			10.000
	Campagne médiatique	-			5.000
Subtotal					45.000
Item 3. Sensibilisation sur les questions de genre					
Organisation de plateaux TV/radio	Prime des facilitateurs et des personnes ressources par tables rondes	3		800	2.400
	Transport des invites	300		4	1.200
	Location de salle	3		400	1200
	Logistique et couverture médiatique	3		3.162	9.488
	Encadrement par une ONG spécialisée				713
Subtotal					15.001
Item 4. Project Support Staff					
Staff	Honoraires d'un expert en violence basée sur le genre	1	3 mois	13.333	40.000
	DSA pour 5 missions de suivi par l'expert national en dialogue et un chauffeur	5	6 mois	1.600	8000
	DSA des missions de suivi par le MATAP, et le CES	5	6 mois	3.200	16.000
	Location ponctuel d'un véhicule	-	-	-	10.000
Miscellaneous	Administrative support, security, local money fluctuation				10.000
Sub total					84.000
TOTAL					419.874
Operating costs	7% of total cost				29.391
TOTAL					449.265

Composante 5: Arrangements de gestion

Toutes les activités de ce projet seront réalisées sous la coordination de l'équipe du Projet de Dialogue inclusif et Durable actuellement en cours sous financement du PBF. Cette équipe se compose de :

- Un Expert National en Dialogue et consolidation de la paix
- Un (e) Assistant (e) en gestion de projet.

L'unité sera donc responsable du suivi de la mise en œuvre des actions par les partenaires d'exécution. Elle travaillera en étroite collaboration avec le Programme Gouvernance et l'unité de Communication du PNUD. Les activités liées au genre seront suivi par le conseiller en genre du PNUD appuyé par une expertise sur les violences basées sur le genre recrutée conjointement par le présent projet (financement PBF) et le BCPR.

Il faudra noter que la Primature et tous les départements ministériels impliqués dans ce projet ont la responsabilité de:

- 1) faciliter la mise en œuvre sur terrain de toutes les activités du projet
- 2) participer dans le processus de suivi et évaluation des toutes les activités du projet
- 3) et d'assurer la pérennisation des actions de ce projet.

Les ONG internationales et nationales retenues ont déjà un savoir faire et une expérience appréciable sur le terrain dans différents aspects et domaines de Dialogue. La plus part d'entre elles (Search for Common Ground, NDI, IFES) bénéficie déjà d'un partenariat avec le PNUD dans le cadre de la mise en œuvre du Projet de Dialogue Inclusif et Durable du PBF. Ces partenaires sont familiers avec les mécanismes d'exécution et portent déjà des activités complémentaires à celles décrites dans le présent projet, facilitant dès lors la consolidation des acquis au près des bénéficiaires.

Composante 6: Suivi et évaluation

Le suivi et évaluation du projet sera la responsabilité des partenaires de mise en œuvre sous la supervision de l'unité de gestion du projet de PNUD et des départements ministériels impliqués. Chaque partenaire va soumettre un plan de suivi utilisant les indicateurs fournis dans le cadre logique du présent projet par et pourrait les enrichir avec des indicateurs quantitatifs pour leurs activités respectives. Pendant la mise en œuvre du projet, les partenaires seront également chargés de collecter toutes les données utiles pour l'évaluation. Chaque partenaire va produire un rapport trimestriel avec une section dédiée aux résultats du suivi et évaluation par trimestre. L'unité de gestion pour la coordination du PBF déjà en place visitera les projets pour vérifier, la mise en œuvre des actions et pour donner les conseils nécessaires pour la mise en œuvre.

Par ailleurs, ce projet est réalisé en partenariat avec le gouvernement Guinéen qui a la responsabilité, à travers les ministères concernés, de faciliter la mise en œuvre de toutes les activités du projet et aussi de faire le suivi sur terrain pour s'assurer de la réalisation effective par les partenaires de toutes les activités du projet.

Enfin, il est important de noter que le projet collaborera très étroitement avec l'Unité de Coordination et de supervision du PBF-Guinée comprenant un Coordinateur et un spécialiste de suivi-évaluation qui veilleront à son intégration dans les mécanismes globaux de coordination, de rapportage et de suivi-évaluation du Plan d'actions prioritaires. Cette Unité veillera également à la création de synergies et de cohérences avec les autres projets PBF et à l'analyse des leçons qui seront engendrées.

Composante 7: Analyse des risques et hypothèses

Au cas où les activités décrites ici ne trouveront pas de financement, et si la situation politique et sécuritaire venait à se dégrader brusquement :

- la sensibilisation de la population sur l'acceptation des résultats des urnes ne pourra pas s'intensifier en cette phase critique du processus électoral ;
- les populations, notamment celles de l'intérieur du pays ne pourront pas tirer profit des fondamentaux des codes de conduites des militants en période électorale ;
- les discours et rumeurs à caractère ethnique et communautaristes risquent fortement de s'amplifier et de dégénérer en une situation rendant difficile le dialogue, le contexte du second tour et celui des préparatifs des élections législatives.

Il est essentiel de souligner que les activités de ce projet visent toutes à créer un environnement propice à l'organisation des élections. A défaut d'un financement du PBF, ces initiatives ne pourront pas être conduites, ce qui pourrait avoir des conséquences sur l'ensemble des activités menées jusqu'ici dans le cadre des projets du Fonds de Consolidation de la Paix et du Projet de Dialogue Inclusif et Durable en particulier.